

Communauté Urbaine d'Alençon

Débat d'orientations budgétaires 2008

Conseil de Communauté du 14 Février 2008

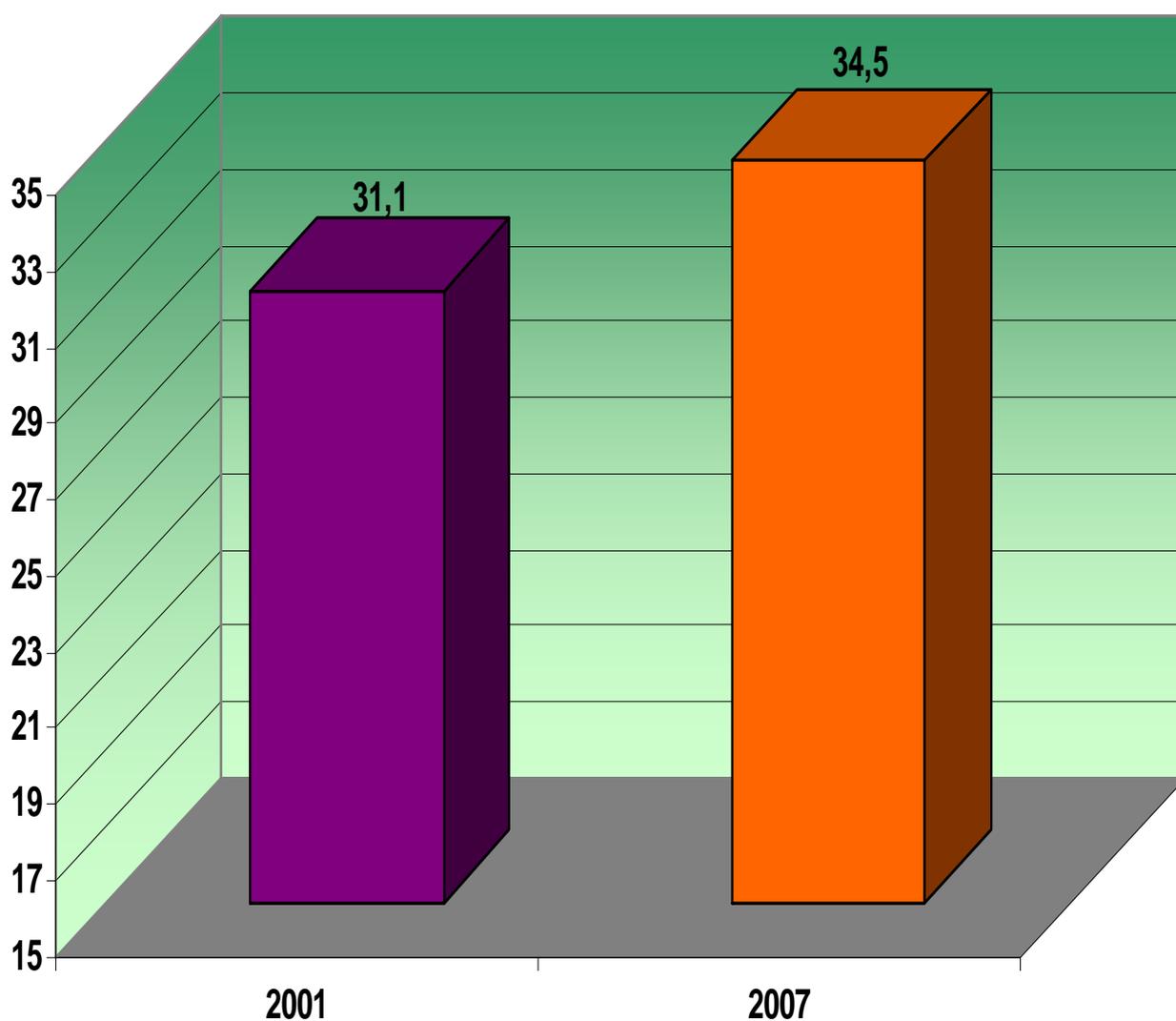
Les orientations budgétaires qui vous seront proposées dans un instant par Madame Le Coutour seront la confirmation des priorités qui ont toujours prévalu pour l'élaboration des budgets primitifs de notre Communauté Urbaine, depuis sa création, il y a 11 ans.

Comme nous sommes au terme d'un mandat, il me semble utile et démocratique de faire le point sur les principales caractéristiques de nos finances communautaires au 31 décembre 2007.

La période 2001-2007 se caractérise par une période de plein exercice des missions renforcées et élargies au cours du mandat précédent pour offrir aux habitants les meilleurs services avec les mêmes conditions d'accès tant en prix qu'en qualité, quelle que soit la commune d'appartenance, la C.U.A. assurant désormais la quasi-totalité des services au quotidien de ses habitants.

Dépenses réelles de fonctionnement en Millions d'Euros

Dépenses réelles de fonctionnement en millions d'euros

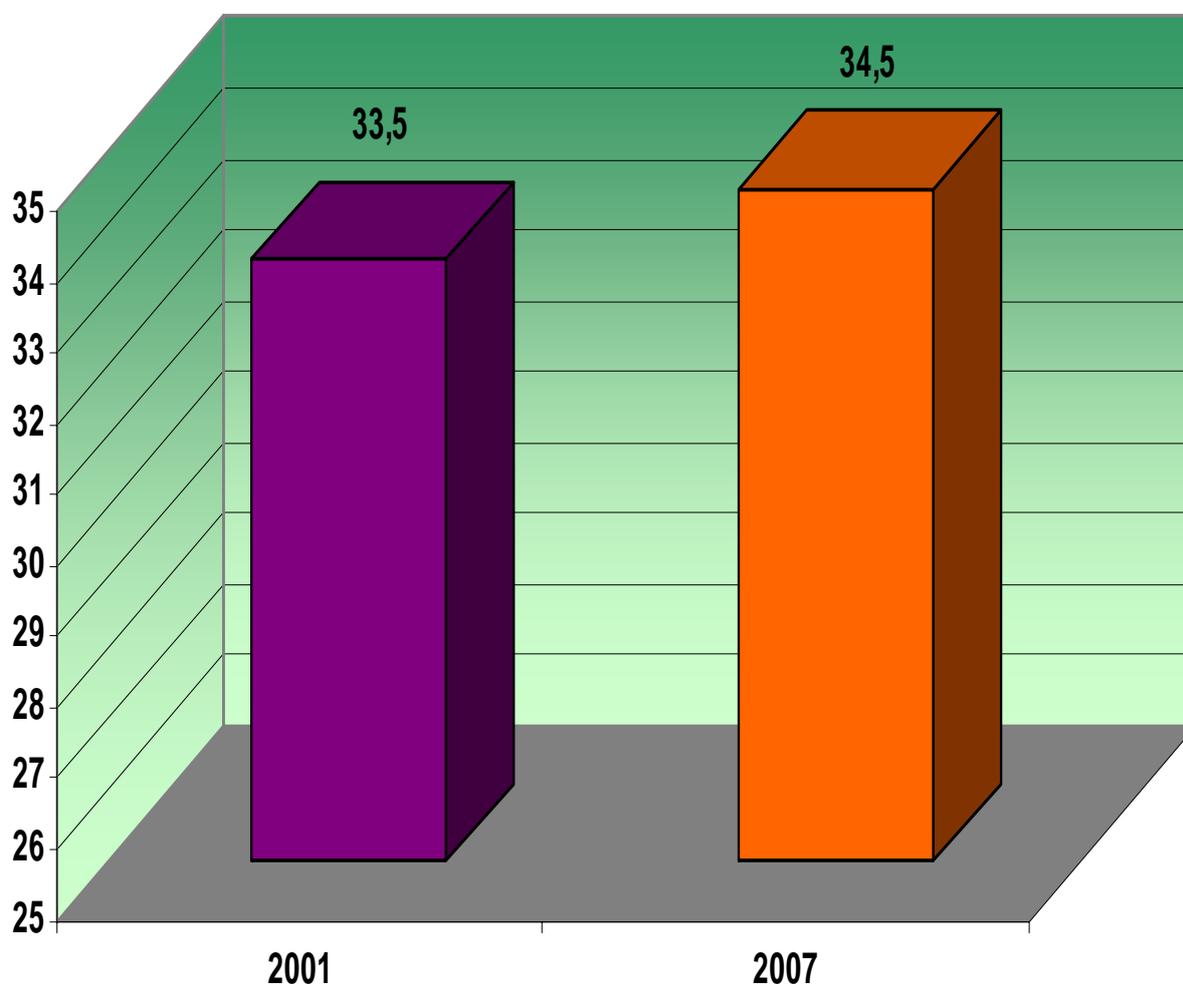


2

S'agissant des dépenses réelles de fonctionnement en euros courants, elles sont passées d'un montant de 31,1 M.€ en 2001 à 34,5 M.€ en 2007, soit un accroissement de 11 % et donc une augmentation moyenne annuelle de 1,8 %, soit moins que l'évolution des dépenses des ménages.

Dépenses réelles de fonctionnement en Millions d'Euros en Euros CONSTANTS

Dépenses réelles de fonctionnement en millions d'euros en euros constants



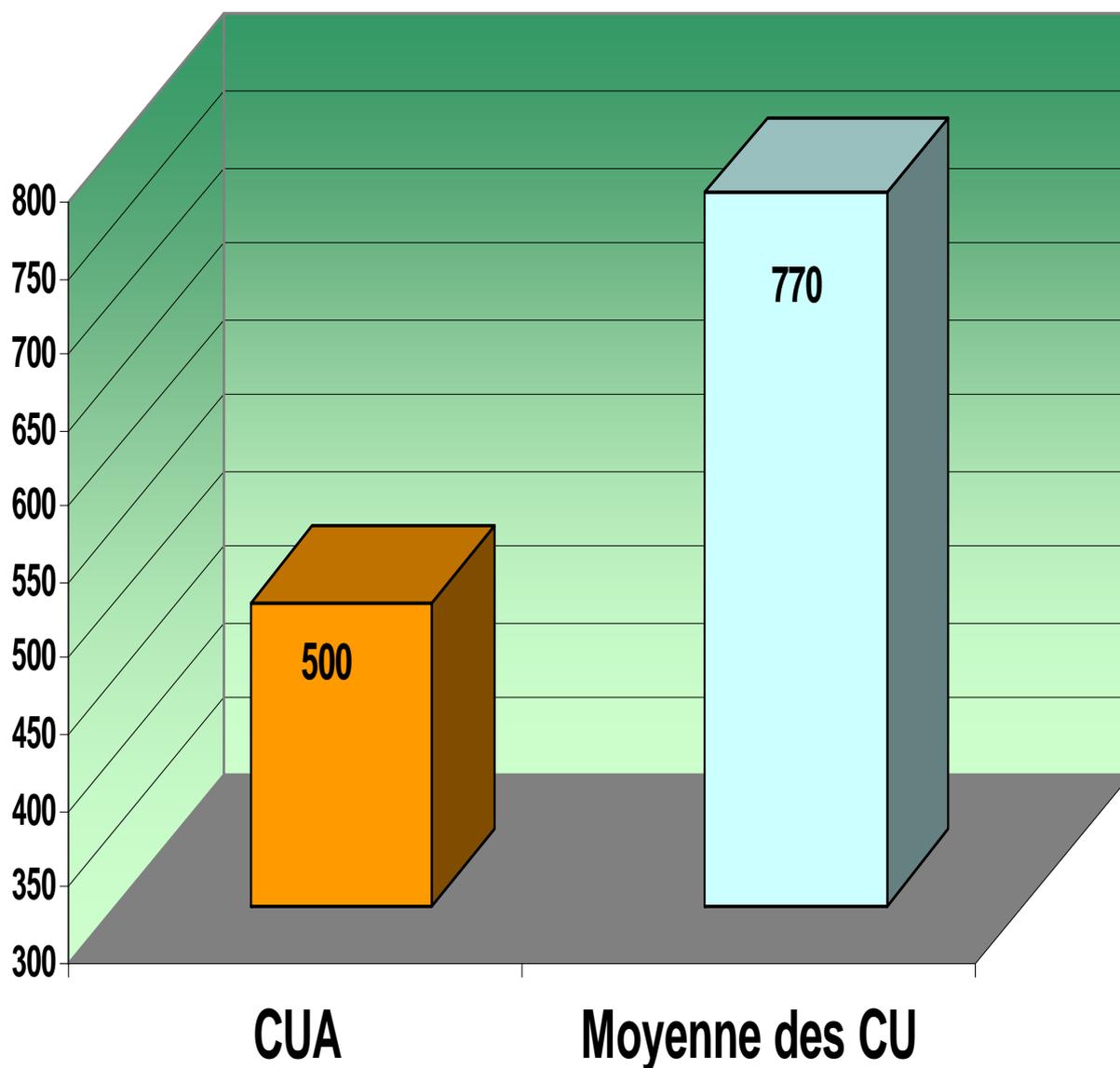
3

En Euros constants, les dépenses réelles de fonctionnement sont passées d'un montant de 33,5 M.€ en 2001 à 34,5 M.€ en 2007, soit une augmentation de 1,33 % en 6 ans !

Cette évolution démontre que l'important élargissement des domaines d'intervention de notre Communauté n'a pas entraîné de dérive des dépenses de fonctionnement.

Dépenses réelles de fonctionnement et moyenne des C.U. de France

Dépenses réelles de fonctionnement par habitant

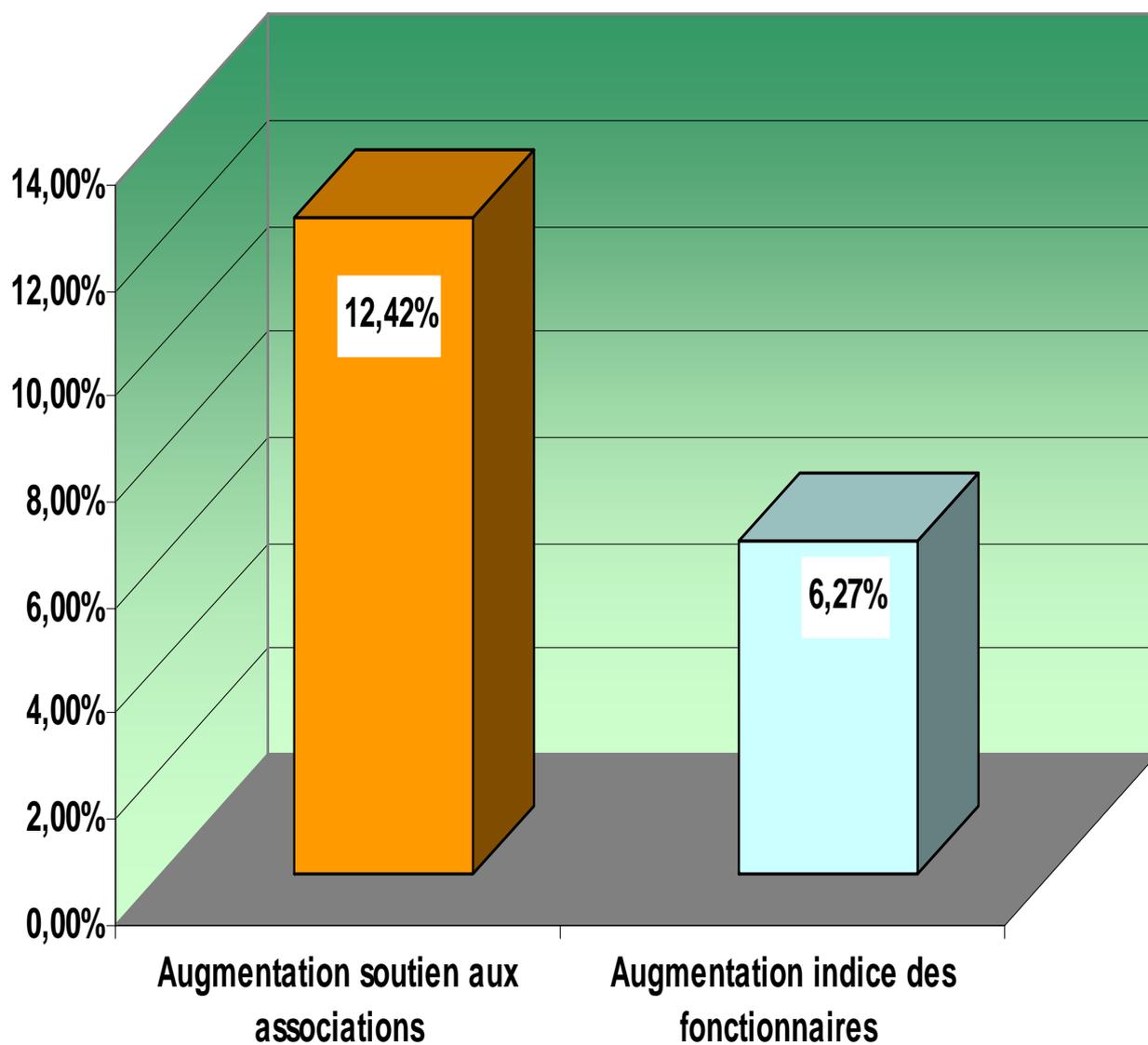


4

Pour l'année 2007, les dépenses réelles de fonctionnement, hors remboursement des agents mutés, s'établissent à 500 € par habitant contre une moyenne de 770 € pour l'ensemble des Communautés Urbaines, sachant que le niveau de compétences exercées donc le niveau de service aux habitants par la C.U.A. est le plus élevé des 14 communautés urbaines de France.

Soutien à la Vie Associative

2001-2007



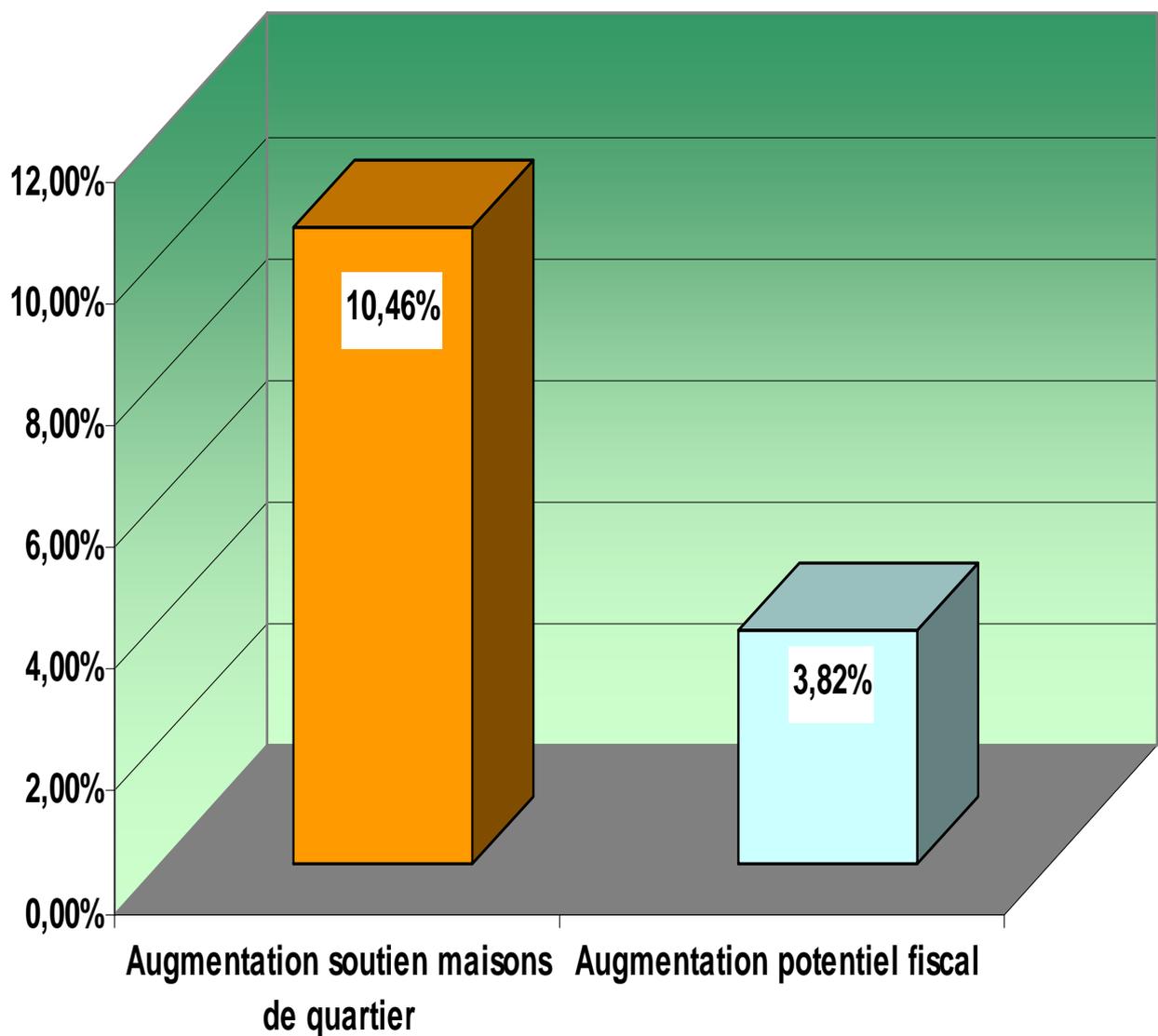
Corrélativement, le soutien à la vie associative a été important au cours de cette période.

La C.U.A. subventionne les principales associations employeurs. Entre 2001 et 2007, les subventions attribuées aux associations se sont accrues de 6,2 %. Avec les prestations en nature cette progression atteint 12,42 % sur la même période soit nettement plus que le traitement des Collaborateurs des services (+6,27 %).

Ayons bien conscience que le soutien à la vie associative a connu une progression supérieure à la rémunération allouée à nos propres agents.

Maisons de quartier

2001-2007



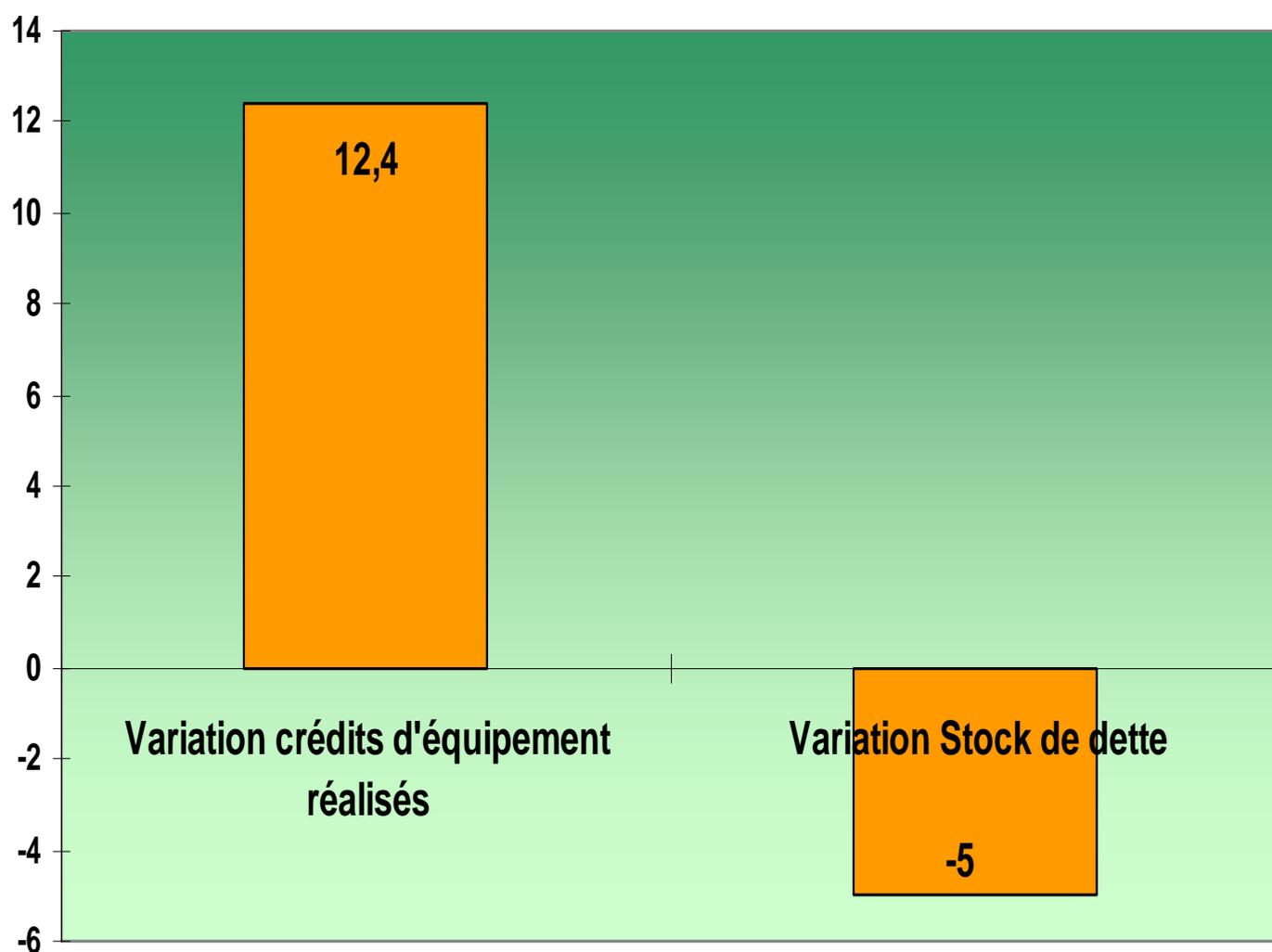
6

A périmètre constant, les crédits de fonctionnement y compris les avantages en nature accordés par la C.U.A. aux maisons de quartier ont progressé de 10,46 % entre 2001, dernière année de perception de la taxe professionnelle de Moulinex, et 2007 alors que sur la même période la richesse fiscale (potentiel fiscal) de la C.U.A. n'a augmenté que de 3,82 %.

Nous n'avons pas fait peser sur les associations, loin de là, la perte fiscale liée à la fermeture de Moulinex.

Crédits d'équipement réalisés et évolution du stock de dette en M.€.

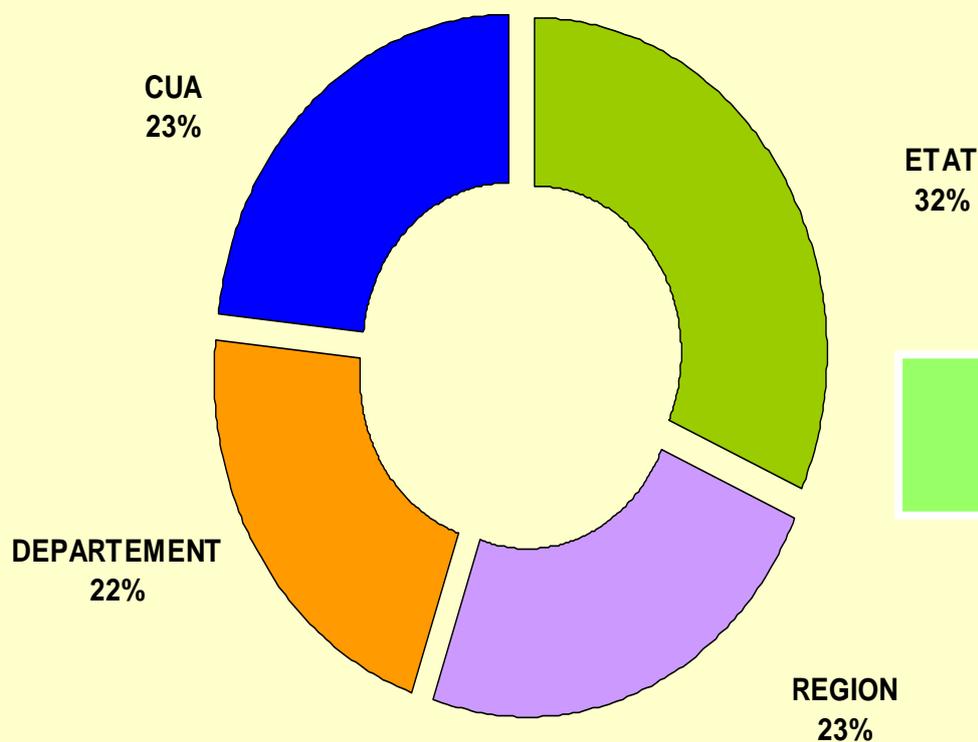
2001-2007 en M.€



Les crédits d'équipement réalisés sur la période 2001-2007 destinés notamment à soutenir l'économie locale, réaliser des investissements économiques créateurs d'emplois et de ressources, se sont élevés à 34,7 M.€. contre 22,30 M.€. sur la période 1995-2000, soit 12,4 M.€. d'euros de plus.

Entre 2001 et 2007, 34,7 millions d'euros de crédits d'équipement ont été réalisés et le stock de dette a diminué de 5 M.€.. Je ne connais pas de communauté urbaine en France qui ait fait mieux.

Convention de redynamisation Moulinex



Répartition des dotations par co-financier

✓ Enveloppe financière pour Alençon :
37,9 M€ hors constructions universitaires

Les crédits d'équipement ont été principalement consacrés aux investissements économiques sur la période 2001-2007 pour reconstituer les ressources de la C.U.A. et créer des emplois suite à la fermeture de Moulinex.

Au titre de la convention Moulinex, l'Etat, la Région, le Conseil Général et la C.U.A. ont investi 37,9 M.€. pour la requalification du site Moulinex, le soutien à la filière plasturgie-mouliste, l'aménagement de zones d'activité, les technologies de l'information et de la communication, la requalification du quartier de Perseigne.

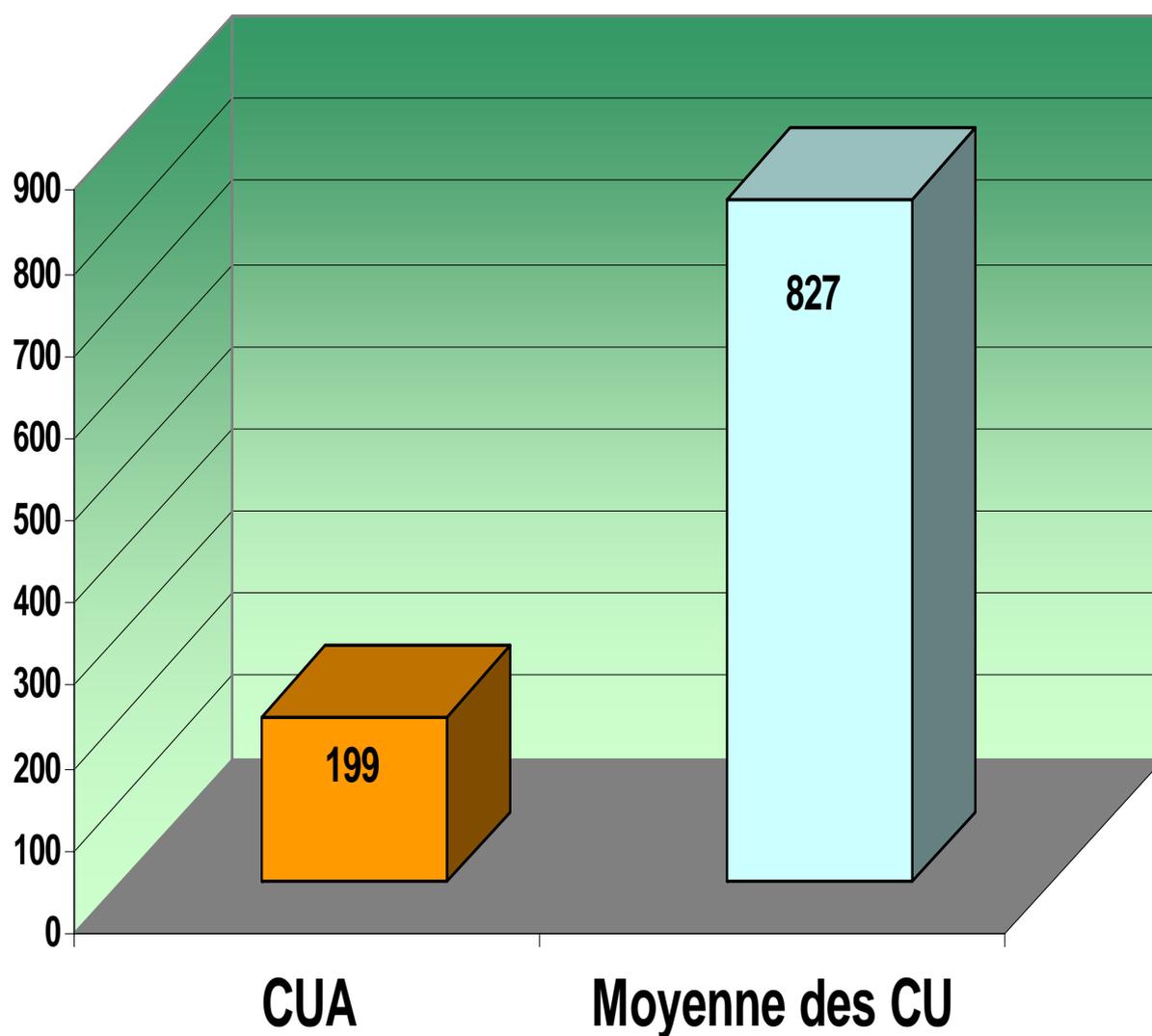
Sur la période 2001-2007, la C.U.A. a aménagé 62,3 ha de zones d'activités et 35.000 m² de bâtiments industriels ont été construits.

Par ailleurs à titre d'information, tous budgets confondus, la C.U.A. a investi 38,1 M.€. (250 MF) sur la période 2001-2007 sur l'ensemble de nos communes.

Malgré le choc de Moulinex c'est l'une des périodes les plus dynamiques en réalisations pratiquées sur l'agglomération dans les 40 dernières années tout en baissant la dette.

Encours de dette par habitant

Encours de dette par habitant



L'encours de dette par habitant s'élève à 199,24 € contre une moyenne de 827 € pour l'ensemble des Communautés Urbaines.

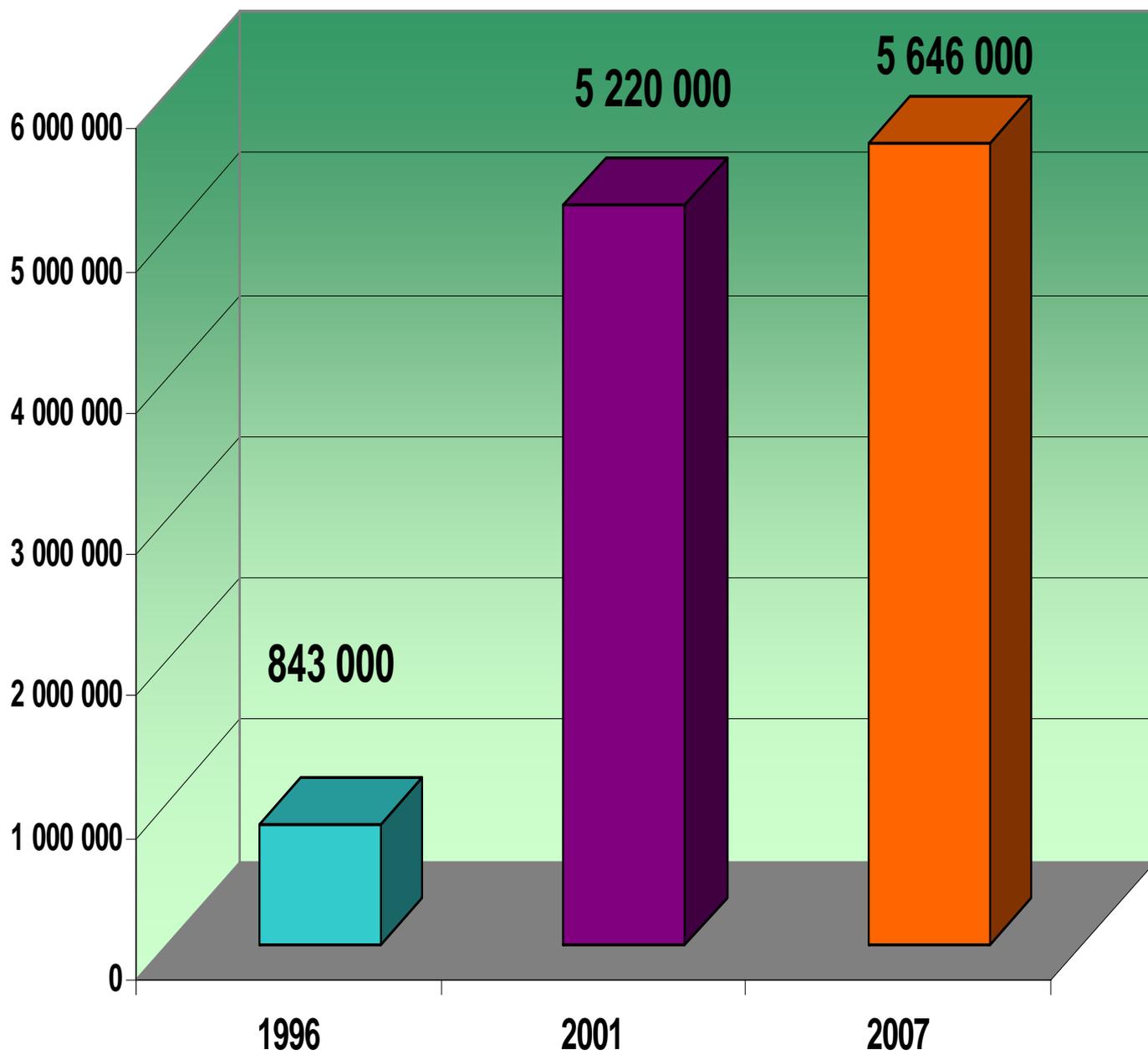
Malgré la perte de ressources liée à la fermeture de Moulinex, l'autofinancement net a pu être maintenu à un niveau élevé.

Le budget d'équipement peut néanmoins paraître encore peu élevé par rapport au budget de fonctionnement mais je vous rappelle que nous avons fait le choix lors de la création de notre Communauté d'une très forte intégration et donc d'une très forte communautarisation des services aux habitants et donc des dépenses de fonctionnement.

Nous avons également décidé que le premier équipement resterait à la charge des Communes.

Cette forte intégration a généré, chacun le sait une forte dotation de l'Etat.

D.G.F. 1996-2001-2007



Pour mémoire, la D.G.F. s'élevait à 843.000 € en 1996 et à 5.220.000 € en 2001.

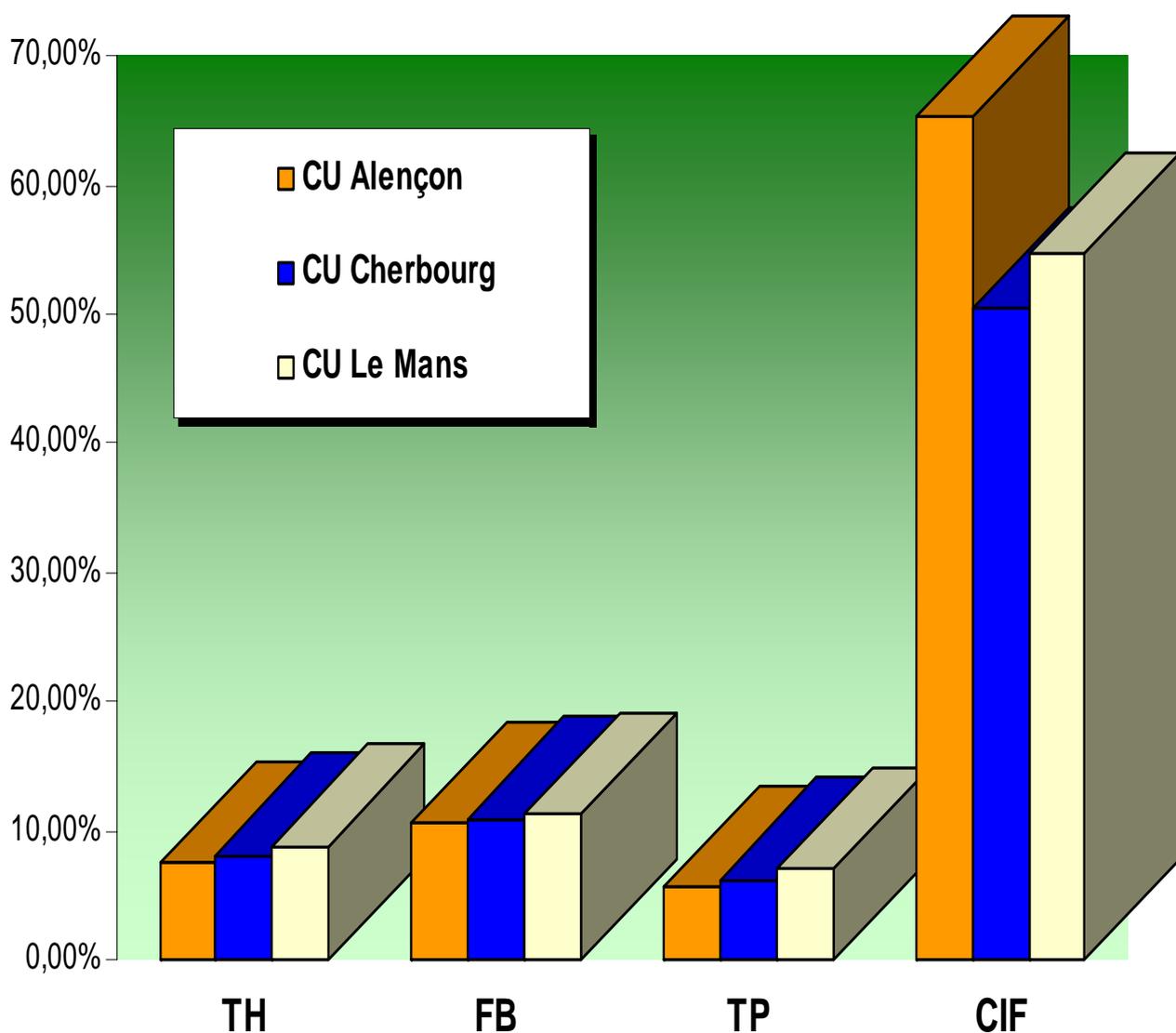
En 2007, elle s'établit à 5.646.0000 € soit 104 € par habitant, deuxième montant le plus élevé des Communautés Urbaines qui traduit le travail important d'optimisation des dotations de l'Etat effectué par la C.U.A. et une connaissance assez approfondie des règles complexes qui régissent la matière.

La D.G.F. constitue aujourd'hui la principale ressource de la Communauté Urbaine après les impôts.

Je me suis appliqué depuis plusieurs années à ce que l'amélioration des équipements communautaires destinés à répondre aux besoins des habitants soit accompagnée d'une croissance des ressources autres que les impôts afin de ne pas trop solliciter le contribuable.

S'agissant de la fiscalité les taux d'imposition de la C.U.A. ont été reconduits d'année en année depuis 2001 malgré la fermeture de Moulinex qui a privé la C.U.A. de 20 % de ses ressources fiscales.

Taux d'imposition en 2007 CU fiscalité additionnelle



En 2007, les taux d'imposition de notre Communauté se situent dans la moyenne des taux des Communautés Urbaines et sont les plus faibles des 3 Communautés urbaines en fiscalité additionnelle alors que notre niveau de compétences (missions et services) exercées est le plus élevé des 14 Communautés Urbaines, ce qui révèle un excellent rapport coût/efficacité des services assurés par notre Communauté Urbaine au bénéfice de ses habitants.

Bravo aux services. Bravo aux Elus qui peuvent être fiers de leur gestion.

L'optimisation des ressources, la maîtrise des coûts de fonctionnement, la réduction de la dette ont permis de dégager les moyens nécessaires au financement de projets structurants qui ont contribué au développement de notre agglomération, à la reconstitution de ses ressources, à l'amélioration du cadre de vie et surtout du service rendu aux habitants de notre agglomération.

En résumé, la situation financière de notre Communauté urbaine demeure saine avec, comme je viens de vous l'indiquer, des dépenses de fonctionnement maîtrisées, une fiscalité très raisonnable, un faible endettement et un autofinancement net important (35 % des dépenses d'équipement en moyenne annuelle). Ses marges de manœuvre restent limitées en raison des incidences de la fermeture de Moulinex et de la réforme de la taxe professionnelle.

Il demeure que le bilan financier de ces 7 années est à l'honneur de notre assemblée qui peut prétendre au rang le plus élevé dans le classement des meilleures gestions publiques de France.

Le Président de la Communauté Urbaine,



Alain Lambert
Ancien Ministre
Sénateur de l'Orne